

La Vie Internationale

Les Ressorts cachés

Mais controversé que le Plan Schuman, le projet d'armée européenne a provoqué un flot de discours tant à Bonn qu'à Paris. D'excellentes choses ont été dites pour et contre. Mais on sait bien que le débat est purement académique. La France, comme l'Allemagne, comme l'Angleterre n'a pas le choix. Leur dépendance à l'égard des Etats-Unis rend toute controverse superflue. Disons-le sans détour : si l'Amérique se détachait de l'Europe, l'Angleterre ferait faillite dans six mois et la France dans six semaines. L'Allemagne et le reste du continent seraient envahis en moins de temps peut-être. Bons ou mauvais les projets américains d'intégration européenne seront entérinés.

D'ailleurs il ne ressort pas clairement de si nombreux discours, ce qu'on pourrait mettre à leur place. Rien sans doute. Mais qui ne reconnaît au fond que le salut de l'Europe requiert que quelque chose soit faite ? Il est certes regrettable d'avoir à mettre un fusil entre les mains d'Allemands. De là à conclure qu'ils partiront tout seuls et contre le plus faible, il y a quelque excès. Sans doute il y a dans l'âme allemande une mystique du combat, mais il y en a aussi une de la discipline. Le plan d'armée européenne est assez solidement conçu pour que le sentiment l'emporte.

A Pan-Mun-Jon.

Les interminables pourparlers de Pan-Mun-Jon continuent à évoluer lentement vers un accord. Le fait nouveau c'est que les Américains ont consenti à inviter la Chine communiste à siéger à la conférence qui décidera du sort de la Corée après l'armistice. Les Américains ont fait toutes les concessions susceptibles de rallier la faveur des pays non impliqués dans le conflit. Si un accord doit intervenir et ramener la paix dans cette partie de l'Asie, il est impossible d'exclure Pékin du règlement.

Les inconvénients et les avantages de cette participation sont évidents. Elle peut faire tout échouer si Mao Tse Tung et Moscou le veulent. Mais dans le cas contraire, ils devront s'engager. Le règlement vaudra ce que vaut leur parole. D'ailleurs il ne faudrait pas exagérer la portée d'un armistice, ni même celle d'une paix en Extrême-Orient. Une vigilance armée continuera à s'exercer tout le long de la mer de Chine et le fardeau militaire que porteront les Etats-Unis ne sera que faiblement allégé.

Quant aux problèmes politiques, leur règlement sera toujours précaire et ne sera maintenu que par la présence d'une force considérable et en alerte constante. Un véritable règlement de la question d'Extrême-Orient est impossible et cela vaut pour l'Indochine comme pour la Corée.

L'évolution économique du Monde.

Malgré l'intérêt que suscitent ces problèmes ce sont les questions économiques qui restent les plus pressantes. Les difficultés de l'Angleterre et de la France s'accroissent. La Livre malgré les projets de M. Bulter, et le Franc ont touché, sur les marchés libres, leurs cours les plus bas. Le déficit des paiements s'est aggravé. La production industrielle anglaise de ces dernières semaines est inférieure à celle de fin 1950. On constate une diminution de l'épargne, des difficultés de trésorerie pour les entreprises par ailleurs incapables de s'assurer les capitaux nécessaires aux investissements, un début de chômage dans le textile, tous les signes d'une lente asphyxie économique, conséquence entre autres de la politique socialiste, mais plus encore de l'action paralysante de la superfiscalité. L'impôt ou bien, comme en Angleterre, étouffe toute activité, décourage les initiatives et conduit à l'inertie, ou bien comme en France agit comme stimulant de l'inflation lorsqu'on le laisse s'incorporer au prix. Dans le premier cas c'est la faillite par l'austérité, dans l'autre par la facilité. Le résultat est identique, mais à tout prendre le second cas est peut-être moins incurable. Le remède en tous cas existe.

L'Agriculture et l'Épargne.

Quand on compare les résultats obtenus dans l'ordre social, économique et financier dans les différents pays vivant sous différents régimes on ne peut s'empêcher de conclure à l'évidence la supériorité de l'économie libre. D'abord dans tous les pays soumis, soit à la dictature (U.R.S.S., Argentine), soit au régime mixte à prédominance socialiste (France, Angleterre), les résultats sont défavorables pour l'agriculture.

Malgré la contrainte ici et les subventions là, la production agricole stagne quand elle ne recule pas comme en Angleterre. Aux Etats-Unis, par contre, où l'intervention de l'Etat est réduite à quelques soutiens, les progrès vont de pair avec ceux de l'industrie. Or ce parallélisme est indispensable. Si en Russie et dans tous les pays satellites le niveau de vie ne s'élève pas, c'est que l'agriculture marque le pas. Un pays mal nourri est incapable de progrès.

Seconde constatation : le développement et l'équilibre d'une nation est dans une certaine mesure fonction de son épargne. Manger et économiser sont (si étrange que cela semble) les deux conditions de la santé collective et les deux phénomènes sont étrangement liés. En Angleterre, où il y a infiniment moins à acheter qu'aux Etats-Unis, ou en France, l'épargne est en baisse.

Malgré l'intérêt que suscitent ces problèmes ce sont les questions économiques qui restent les plus pressantes. Les difficultés de l'Angleterre et de la France s'accroissent. La Livre malgré les projets de M. Bulter, et le Franc ont touché, sur les marchés libres, leurs cours les plus bas. Le déficit des paiements s'est aggravé. La production industrielle anglaise de ces dernières semaines est inférieure à celle de fin 1950. On constate une diminution de l'épargne, des difficultés de trésorerie pour les entreprises par ailleurs incapables de s'assurer les capitaux nécessaires aux investissements, un début de chômage dans le textile, tous les signes d'une lente asphyxie économique, conséquence entre autres de la politique socialiste, mais plus encore de l'action paralysante de la superfiscalité. L'impôt ou bien, comme en Angleterre, étouffe toute activité, décourage les initiatives et conduit à l'inertie, ou bien comme en France agit comme stimulant de l'inflation lorsqu'on le laisse s'incorporer au prix. Dans le premier cas c'est la faillite par l'austérité, dans l'autre par la facilité. Le résultat est identique, mais à tout prendre le second cas est peut-être moins incurable. Le remède en tous cas existe.

En France, où l'épargne visible est faible, l'épargne occulte, sous forme d'or et de devises a été telle au cours de ces dernières années qu'elle a sauvé la monnaie (autre paradoxe). Si au lieu d'acheter des Louis les Français s'étaient jetés sur la marchandise nous en serions à la situation des Allemands en 1923 : la monnaie aurait été emportée.

La Fiscalité.

Troisième constatation : la tendance assez générale de substituer l'impôt indirect à l'impôt direct considéré jusqu'ici comme l'impôt démocratique. Soit dit en passant, en en U.R.S.S. l'impôt est surtout indirect et porte presque exclusivement sur les produits de première nécessité : le sucre et la viande payant 80 %, tandis que l'acier et le charbon ne fournissent rien, d'abord parcequ'il n'y a pas de société anonyme à plumer et que la majeure partie des produits de base vont à l'armement et par conséquent n'atteignent pas le consommateur qui en définitive est toujours celui qui paie l'impôt.

C'est en effet l'impôt direct qui est le facteur le plus toxique pour l'économie. En Angleterre, il a tué la richesse. A titre d'exemple, il n'y a plus dans le Royaume-Uni que 22 personnes qui après avoir satisfait aux exigences du fisc disposent d'un revenu de 6.000 livres ou plus. Pour peu qu'ils aient des charges, ces privilégiés n'ont pas beaucoup plus qu'une large aisance. Il reste pourtant vrai, que là où il n'y a pas de riches, il n'y a que des pauvres. On comprend que dans ce pays l'appât du gain ne pousse guère à l'effort.

Aux Etats-Unis, où l'impôt direct est très élevé sans avoir atteint à beaucoup près la proportion anglaise, une résistance se manifeste à tout projet d'aggravation. Il en est de même pour l'impôt sur les sociétés, qui est ou bien facteur d'inflation, s'il s'incorpore aux prix, ou de dépression si l'on maintient des prix-plafond. Une économie saine implique qu'une société bien gérée doit constamment accroître ses bénéfices. L'excès de la fiscalité américaine dû au réarmement a renversé cette situation. Les bénéfices des grandes entreprises diminuent et le danger pour l'économie globale du pays a été parfaitement perçu.